"Lettre ouverte

Cher Confrère / Chère Consœur,

Votre binôme est candidat aux élections du Conseil de l'Ordre.

Nombre d'entre nous reçoivent des messages de campagne ou même des demandes d'ajout sur LinkedIn/Facebook.

Pour une fois, je tente l'inverse et vous pose deux questions, au nom de plusieurs Confrères, sur un sujet trop souvent délaissé : la collaboration.

Plus de 500 avocats inscrits au Barreau de Paris agissent en véritables sous-traitants des avocats aux Conseils pour l'exercice par ces derniers de leur monopole de représentation devant le Conseil d'Etat et la Cour de cassation.

D'une part, notre Barreau, le seul en France, approuve que cette sous-traitance, souvent exercée à temps plein, ait lieu sous couvert d'un statut de collaborateur libéral.

Il a même négocié avec l'Ordre des avocats aux Conseils un modèle de contrat de collaboration libérale (annexe VI du RIBP).

Or, un statut de libéral nécessite que les deux parties soient sur un pied d'égalité. Ainsi, l'article 18 de la loi n°2005-882 du 2 août 2005 (auquel renvoi la loi n°71-1130 du 31 décembre 1971), dispose qu'une collaboration libérale n'est possible qu'entre membres **d'une même profession**.

Il est incontestable que nous n'appartenons pas à la même profession. Ce statut de libéral pour un membre d'une autre profession ne devrait donc pas exister, sinon pourquoi ne pas accepter des collaborateurs en libéral travaillant pour des notaires ou des huissiers ?

D'un point de vue financier, le cadeau fait aux avocats aux Conseils est énorme : nos Confrères récupèrent quelques centaines d'euros par dossier quand l'avocat aux Conseils refacture chacun d'entre eux 3 à 8.000 euros environ, du seul fait de son monopole de représentation qui remonte à... Louis XIV. Cela sans aucune autre obligation vis-à-vis de l'avocat au Barreau du fait de son statut de collaborateur libéral.

D'autre part, le Barreau de Paris (toujours le seul en France), prévoit en son règlement intérieur (article P.14.6.0.2) que tout litige entre un avocat au Barreau et un avocat aux Conseils doit être réglé par voie d'arbitrage.

Arbitrage composé d'un arbitre nommé par notre Bâtonnier, d'un arbitre nommé par le président de leur Ordre et d'un troisième nommé de concert. Arbitrage qui n'ouvre pas même droit à l'appel !

Les avocats aux Conseils ne sont qu'une petite centaine et se connaissent tous. Difficile de croire que l'indépendance des arbitres soit acquise vis à vis de nos Confrères concernés.

Et s'ils sont rémunérés, ce sont nos cotisations qui paient...

Sur cette base, voici mes questions :

1. En votre qualité de candidat, que pensez-vous de ce statut de libéral admis au bénéfice d'une autre profession et de cet arbitrage imposé par notre Règlement Intérieur qui ne présente aucune garantie d'indépendance ?

2. Que proposerez-vous sur ces deux sujets si vous êtes élu et plus généralement sur le statut d'avocat collaborateur ?

Je vous remercie par avance de l'attention que vous porterez à ces sujets qui, je l'espère, permettra de mieux protéger nos Confrères à l'avenir.

Votre

bien

dévoué,

Kevin Mention
Avocat à la Cour"